

Éolien : les difficultés d'accès au réseau provoquent des embouteillages géants



Un champ d'éoliennes en mer, en Allemagne. (Crédits : Reuters)

Juliette Raynal

En Europe, plus de 500 gigawatts de capacités potentielles d'énergie éolienne sont en attente d'une évaluation de leur demande de raccordement. En Allemagne, le plus grand parc éolien offshore ne pourra envoyer ses premiers mégawatts que dans un an, au mieux, faute de réseau.

Le rythme de déploiement des parcs éoliens dans l'Union européenne est insuffisant, alerte WindEurope, l'organisation représentant le secteur en Europe, dans une nouvelle publication parue vendredi 10 janvier. En 2024, seuls 13 gigawatts (GW) de nouvelles capacités ont été construits. Un rythme bien en dessous des 30 GW par an nécessaires à l'atteinte des objectifs énergétiques de 2030, déplore WindEurope. À cet horizon, les États membres visent une cible de 425 GW de capacités éoliennes, contre 220 actuellement.

Outre les lourdeurs administratives, cette lenteur tient en très grande partie aux lacunes relatives au réseau, estime l'organi-

sation. « L'accès au réseau électrique est aujourd'hui le principal obstacle au déploiement de l'énergie éolienne. (...) Actuellement, plus de 500 GW de capacités potentielles d'énergie éolienne sont en attente d'une évaluation de leur demande de raccordement au réseau » à l'échelle du Vieux Continent (Royaume-Uni compris) écrivent les auteurs.

Goulet d'étranglement

Cette liste d'attente est plus ou moins longue selon les pays. C'est en Italie qu'elle est la plus impressionnante avec 191 GW en attente. Viennent ensuite le Royaume-Uni (145 GW), puis l'Allemagne (70 GW) et la Pologne (51 GW). Dans l'Hexagone, 13 GW de projets seraient en attente. Un niveau relativement faible par rapport à ses voisins européens, qui peut néanmoins s'expliquer par un volume de demandes initial inférieur.

Comment expliquer un tel goulet d'étranglement ? Actuellement, dans la plupart des pays européens, les autorités chargées

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Éolien : les difficultés d'accès au réseau provoquent des embouteillages géants

de délivrer des autorisations d'accès au réseau appliquent le principe du « premier arrivé, premier servi », rapporte WindEurope. Ainsi, « *les projets d'énergies renouvelables immatures et parfois purement spéculatifs doivent également être évalués lorsque leur demande est présentée* », expliquait l'organisation dans une précédente publication.

De quoi alourdir les charges administratives des autorités concernées, créer de longues files d'attente et, in fine, retarder les projets les plus matures. Résultat, « *il faut parfois jusqu'à neuf ans pour obtenir un permis de raccordement au réseau pour les nouveaux parcs éoliens ou les opérations de renouvellement* », regrette l'organisation.

En Allemagne, le plus grand parc offshore bloqué

Au-delà des files d'attente relatives aux instructions des demandes de raccordement, l'Union européenne, « *d'une manière générale, ne développe pas ses réseaux électriques assez rapidement* », estime WindEurope. L'organisation cite ainsi l'exemple allemand du parc éolien offshore de Borkum Riffgrund 3 en mer du Nord. Une fois en service, ce parc de 913 MW de puissance (soit peu ou prou l'équivalent d'une tranche nucléaire) constituera le plus grand parc éolien en mer d'Allemagne, et ce, sans avoir bénéficié de subventions, se targue l'industriel danois Orsted à la manœuvre.

Mais alors que les 83 turbines fournies par Siemens Gamesa sont désormais toutes installées, le parc ne devrait envoyer ses premiers mégawatts que dans un an, au plus tôt. Et pour cause : « *Le gestionnaire du réseau de transport ne sera pas en mesure de raccorder le parc éolien au réseau allemand avant 2026* », pointe WindEurope. En cause, le retard pris par le gestionnaire du réseau électrique Tennet dans la construction du réseau offshore DolWin5 en mer du Nord.

Les alertes concernant le déploiement des réseaux électriques se multiplient depuis plusieurs mois. En mai dernier, l'association Eurelectric tirait déjà la sonnette d'alarme. Dans un rapport, elle recommandait de quasiment doubler les investissements dans les réseaux de distribution de l'Union européenne pour atteindre un rythme de 67 milliards d'euros chaque année sur la période 2025-2050.

Pénuries et tensions sur la chaîne d'approvisionnement

Le même rapport alertait sur la pénurie de transformateurs, dont les délais de livraison atteignent parfois quatre ans. Ces immenses machines industrielles sont cruciales pour le réseau électrique. Ce sont elles qui permettent de transformer un courant haute tension en courant moyenne et basse tension. Or, selon l'association Eurelectric, le nombre de transformateurs devrait être amené à doubler d'ici 2050, passant de quelque 4,5 millions d'unités actuellement en service sur le Vieux Continent à 9 millions, impliquant un rythme de déploiement annuel de 172.000 au cours des 25 prochaines années.

En France, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE écartait la notion de pénurie. En revanche, il reconnaissait « *une tension sur la chaîne d'approvisionnement* », avec plusieurs matériels placés sous surveillance, comme les câbles souterrains et aériens ou encore les disjoncteurs.

« *À titre d'illustration, les délais observés entre la date de commande et la date de livraison ont été multipliés par trois entre 2021 et 2023 pour les câbles souterrains et les matériels postes (transformateurs de puissance, transformateurs-déphaseurs, selfs), et une partie des besoins ne sont toujours pas "sécurisés" pour les prochaines années (par exemple : 80 km de câbles à horizon 2025)* », détaillait le gestionnaire dans un des documents publiés dans le cadre de la consultation publique de son schéma décennal de développement du réseau (SDDR). ■